

## « L'anthropologie et la sociologie au Québec : quel avenir pour l'ACSALF? »

Journée d'étude sur l'avenir de l'ACSALF, 11 octobre 2002, département de sociologie, UQAM

Jacques Beauchemin  
Département de sociologie  
UQAM

**L**a sociologie et l'anthropologie seraient en crise. C'est en tout cas ce que véhicule un certain sens commun parmi ceux qui les pratiquent. Cette crise serait notamment repérable à la chute relative des effectifs au sein de nos divers programmes universitaires. Il est vrai aussi que nos disciplines ne bénéficient plus d'autant de visibilité sur la scène publique que celle qui les avait caractérisées depuis la Révolution tranquille. Cette crise est-elle bien réelle? N'est-elle qu'affaire de conjoncture? Quelles que soient les réponses à ces questions, on ne saurait s'étonner du fait que, dans ce contexte, une association

telle que l'ACSALF éprouve certaines difficultés à se maintenir. Pour elle aussi, la question se pose de savoir si les difficultés qu'elle traverse ne sont que temporaires ou si elles mettent en cause les raisons mêmes de son existence. C'est dans le but de débattre de ces questions, et en particulier pour interroger concrètement l'avenir de l'ACSALF, que les membres de l'association étaient chaleureusement invité(e)s, le 11 octobre dernier au département de sociologie de l'UQAM, à participer à une journée d'études au cours de laquelle furent abordés ces enjeux névralgiques du point de vue de l'avenir de la sociologie et de l'anthropologie. La tenue de cette journée d'étude avait été décidée lors de l'assemblée générale de l'ACSALF en mai 2002 au cours de laquelle ont émergé des

inquiétudes face à des problèmes concernant nos deux disciplines, inquiétudes aussi quant à l'avenir de l'association. Des invités ont été conviés à éclairer le débat à partir de leur expérience particulière à titre de professeur(e)s, de chercheur(e)s et de praticiens. Cette journée d'étude a donc été l'occasion d'une réflexion dont nos disciplines ont besoin au moment où elles traversent peut-être un creux de vague.

La journée s'est ouverte avec une conférence de Jean-Philippe Warren, professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia. Warren s'est livré à une rétrospective historique de la sociologie au Québec. Elle se termina avec les témoignages de deux

*voir Beauchemin, page 2*

## Penser l'avenir l'ACSALF

Lucie Mercier  
Professeure de sociologie  
Cégep de St-Jérôme

**L'**avenir de notre association a été l'objet d'un débat lors de la journée d'étude « L'anthropologie et la sociologie au Québec : quel avenir pour l'ACSALF? » organisée par l'ACSALF même le 11 octobre 2002. Des discussions enrichissantes liées à l'heureuse présence d'intervenants témoins de l'histoire de notre association tels Guy Rocher, Simon Langlois, Gilles Bibeau, Daniel Mercure, Céline Saint-Pierre, Marcel Rafie etc. sont sorties de cette rencontre. Mais leurs propos et ceux des autres participants étaient à la fois « teintés » d'attachement et d'incertitude pour l'avenir de l'ACSALF.

De ces échanges, il ressort une unanimité concernant les points faibles de cette dernière. Ces préoccupations englobent les structures de cette association et la durée du mandat de la présidence. Il y a aussi la représentation des membres de l'ACSALF auprès du public,

des instances gouvernementales et du secteur privé (sous la forme de mémoires, consultations, etc.), et la défense de leurs intérêts. Enfin, l'organisation d'événements permettant des échanges directs entre ses membres est à repenser. A ce sujet Simon Langlois a signalé comment la tenue du colloque annuel de l'ACSALF dans le cadre du Congrès de l'ACFAS ne peut suffire à cette dernière mission si ce n'est que lors de ce même congrès plusieurs sociologues et anthropologues membres ou non s'activent dans d'autres colloques. Voilà quelques questionnements pertinents au programme de l'ACSALF et qui s'imposent désormais auprès des membres de son Conseil.

L'ACSALF traverse une crise certes et depuis quelques années et cela se traduit par la diminution du nombre de ses membres. Ce déséquilibre n'est d'ailleurs pas étranger à la chute relative des effectifs au



Participants à la journée d'étude

sein des divers programmes universitaires. Mais, il est loin d'être exclu que cette phase d'incertitude s'observe aussi dans d'autres regroupements professionnels. L'internationalisation des réseaux d'échanges scientifiques largement soutenue par l'adhésion généralisée aux associations internationales et à l'usage d'internet favorise cette situation. Face à l'ACSALF, il s'agit d'un contexte d'autant plus renforcé par des stratégies d'associations viables de sociologues cherchant à assurer leur survie et auxquelles seraient

*voir Mercier, page 3*

Beauchemin (suite de la page 1)

illustres figures de la sociologie et l'anthropologie au Québec soit M. Guy Rocher, chercheur au Centre de recherche en droit public, et M. Gilles Bibeau professeur au département d'anthropologie de l'Université de Montréal. La question de l'avenir de l'ACSALF fut bien sûr abordée. Victor Armony, président en exercice, a présenté un état des lieux, suivit des commentaires concernant l'avenir de l'ACSALF de Daniel Mercure, professeur au département de sociologie de l'Université Laval et président de l'ASLF, de Simon Langlois, lui aussi professeur au département de sociologie de l'Université Laval de même qu'Hélène Belleau, directrice scientifique du CHSLD CLSC Bordeaux-Cartierville.

Jean-Philippe Warren. *La sociologie au Québec : préoccupations et orientations*

Aux dires de Jean-Philippe Warren, toute sociologie est caractérisée par une irréductible tension entre trois moments fondamentaux de sa pratique. Elle est spontanément structurée par une volonté de professionnalisation, de description empirique et d'engagement dans les débats du siècle. Aux extrêmes, un sociologue peut être seulement intéressé par les avancées de sa carrière, par une objectivation pure et positiviste du réel qui fasse fi de toute autre considération que celle de l'accumulation des connaissances; ou alors, être tout entier occupé par un engagement dans les affaires de la cité au point de sacrifier vérité scientifique et institutionnalisation professionnelle à la réforme des institutions, des structures ou des mentalités.

C'est à partir de ce constat fondamental quant à la structuration de la sociologie que Warren propose une exploration heuristique de l'histoire de la pratique sociologique au Québec francophone. Tâchant de faire ressortir le "noeud épistémologique" de chacune des époques dominantes au XX<sup>e</sup> siècle, il présente un historique de la sociologie franco-québécoise qui se résume, pour les besoins de ce trop court exposé, à seulement six grandes écoles: L'École Leplaysienne de la branche tourvilienne (1885-1910); L'École doctrinale (1910-40); L'École de Laval (1940-60); L'École des révolutionnaires tranquilles (1960-70); L'École marxiste (1970-80); L'École opérationnaliste (1980-2000).

La sociologie québécoise francophone a toujours tendu à recomposer les trois

moments de sa pratique. Chaque école a ainsi eu sa méthode spécifique d'observation, son inscription institutionnelle propre et un engagement social original. En d'autres mots, chacune de ces Écoles peut se définir par la manière qu'elle a voulu accorder ensemble engagement, recherche et inscription professionnelle.

A) Léon Gérin, continuateur de l'École leplaysienne de la branche tourvilienne, proposait une définition modeste du métier de sociologue. Selon lui, la sociologie débouchait sur une sorte de morale sociale susceptible de favoriser le progrès économique de la collectivité. Privilégiant les monographies comme méthode d'études empiriques, Gérin a voulu faire de la sociologie un instrument de libération nationale. Il déclarait ainsi: "diffusons la science sociale et la science sociale nous sauvera".

B) L'École doctrinale déduisait de la doctrine sociale des Encycliques pontificales les principes d'actions concrets. Avec la sociologie doctrinale, l'observation prend deux directions: d'une part, la mise à jour des contradictions du libéralisme, en tant que contraire aux valeurs du christianisme et en tant que menace pour la survivance de la société canadienne-française en Amérique; d'autre part, l'adaptation de la doctrine sociale aux situations de lieux et de temps propre au Canada français de l'entre-deux guerres. L'observation ne fut pas la plus grande force des sociologues de l'ordre. Ceux-ci ont peu contribué en définitive à la collecte de données empiriques. Ils ont préféré investir les institutions de diffusion de la pensée sociale, telles les Semaines sociales et l'École sociale populaire.

C) La période de l'après-guerre se caractérise par une augmentation relative du nombre de sociologues. L'institutionnalisation de la discipline est consacrée par l'incorporation dans l'université et la fonction publique du métier de sociologue. "La recherche, toujours la recherche" écrivait Jean-Charles Falardeau pour qualifier une École de Laval dont les études "positives" sont désormais les maîtres mots (comme l'indique bien le nom de la revue *Recherches sociographiques*). Influencée par l'école de Chicago, cette École refuse l'enseignement de la sociologie doctrinale et propose une analyse accrue des faits empiriques. Mais elle n'en demeure pas

#### Conseil d'administration de l'ACSALF

##### Exécutif

- Président: Victor Armony (sociologie)
- Président sortant: Jacques Beauchemin (sociologie)
- Présidente entrante: Lucie Mercier (sociologie)
- Trésorier: Jean-Philippe Warren (sociologie)
- Secrétaire: Catherine Montgomery (sociologie)

**Administrateurs-trices** • Karine Bates (anthropologie); Hélène Belleau (sociologie); Hélène Blondeau (anthropologie); Daniel Mercure (anthropologie/sociologie); Margot Soulière (anthropologie); André Tremblay (sociologie); Michel Trépanier (sociologie); Karine Vanthuyne (anthropologie); Mircea Vultur (sociologie)

**Secrétaire de l'ACSALF**: Chantal Loisel

#### Bulletin d'information de l'ACSALF

**Éditeur**: Jacques Beauchemin

**Secrétariat et infographie**: Chantal Loisel

#### ACSALF

3465, rue Durocher, bur. 407

Montréal QC H2X 2C6

Téléphone: (514) 499-4020

Télécopie: (514) 499-4065

Courriel: [acsalf@inrs-uqs.quebec.ca](mailto:acsalf@inrs-uqs.quebec.ca)

Site web: [www.acsalf.ca](http://www.acsalf.ca)

Les anthropologues et les sociologues intéressés à publier dans ces pages sont priés de nous faire parvenir leur texte (sur papier et disquette, ou via le courrier électronique) au secrétariat de l'ACSALF, à l'attention de Chantal Loisel.

Le *Bulletin d'information* de l'ACSALF fait une place à la publicité payée: livres, colloques, revues, nouveaux programmes universitaires, etc. peuvent être annoncés. Prière de communiquer avec le secrétariat pour obtenir les tarifs.

ISSN 1182-154 Dépôts légaux 3<sup>e</sup> trimestre 1990  
Bibliothèque nationale du Québec et  
Bibliothèque nationale du Canada

moins engagée dans les débats de son temps (que l'on pense seulement aux écrits de Léon Dion ou de Maurice Lamontagne), au point d'être accusé par Robert Rumilly de constituer un "foyer de gauchismes". Liée à l'État et aux institutions d'enseignement supérieur alors en plein essor, mais par le haut, en tant que nouvelle "cléricature" de la société, l'École a pu bénéficier d'un soutien financier astronomiquement accru.

D) L'école des nationalistes de la Révolution tranquille a effectué un déplacement du regard sociologique vers un Québec conçu comme société globale. Elle a cru autant que les autres cependant à l'action militante. Pensons à Gérald Fortin qui voulait en 1965 réunir société, science et sociologie afin de radicaliser le mouve-

*suite de l'article de Lucie Mercier*

favorables les jeunes sociologues et anthropologues, des tendances précisées par Daniel Mercure président de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF). Il ne faut donc plus s'étonner que le curriculum de nos membres dévoile leurs adhésions à d'autres associations de sociologues et anthropologues dont les services se superposent à ceux de l'ACSALF : colloques, publications etc. A ce sujet le cas de l'existence d'une association des anthropologues canadiens fût rappelée par Simon Langlois.

A mon avis, malgré la duplication de services créée par de telles conditions, la problématique actuelle de l'ACSALF se situe surtout à d'autres niveaux. En effet, au sein de la société et au niveau politique, il est difficile de mesurer les forces et les faiblesses des associations professionnelles considérées individuellement. Ces aspects se confondent avec la reconnaissance ou l'absence de reconnaissance de la profession elle-même. Toujours est-il que si le grand public connaît et reconnaît la légitimité de nos professions en tant que telle, il en est de même pour la notoriété de l'association qui la représente.

Or de nos jours il y a sérieusement lieu de se questionner sur la forme de reconnaissance sociale que revêt la profession de sociologue ou d'anthropologue francophone en territoires québécois et canadien. Certes que l'accréditation du métier de sociologue est désormais bien enracinée notamment avec l'institutionnalisation de la sociologie appliquée. Or, pour paraphraser Guy Rocher, « nous ne sommes plus sur la place publique mais nos idées le sont ». Pourquoi en-il ainsi?

A mon avis, le phénomène d'abandon de l'étude des structures sociales, d'ailleurs soulevé par monsieur Rocher, nuit au statut scientifique notamment et surtout du sociologue, et n'est d'ailleurs pas étranger au manque de lecture d'une nouveau paradigme des sciences humaines au Québec soulevé par Daniel Mercure. En d'autres termes, alors que l'objet d'étude à privilégier de la sociologie franco-canadienne ou franco-québécoise est tendanciellement la société québécoise et que celle-ci est en pleine mutation, on ne cherche plus à identifier « ce qui fait société » dans la période actuelle. Et, on ne renseigne et n'instruit plus sur « la

société comme nécessité » : un gain de plus pour le psychologisme. En empruntant une expression de Gilles Bibeau, nous sommes ainsi en présence d'une « dénaturalisation de la critique scientifique ». Dit autrement, le Québec est une réalité sociologique citée mais trop peu expliquée.

Cette conjoncture favorise d'autant plus certains colportages en l'absence d'expertises nécessaires à la dénonciation d'utopies. L'intervention publique et médiatique « frileuses » des sociologues fait en sorte que l'interprétation sociologique nécessaire à la prévention de l'action politique n'est plus acquise. Cette auto-exclusion évacue également la reconnaissance du principe de base en sociologie consistant en l'approche de la globalité pour mieux saisir les défis et les enjeux de notre société. Dès lors, les méthodes de la sociologie, et même de l'anthropologie, ne sont plus systématiquement l'écho d'une lecture de la société en changement. Une interprétation du social nécessaire pour circonscrire certains faits sociaux sur lesquels se penchent déjà divers groupes de chercheurs dans le cadre de programmes de recherche subventionnés par les institutions publiques et privées. Pourtant la mission traditionnelle de l'ACSALF est née, à ma connaissance, du besoin, à la fois, d'offrir une tribune pour l'échange libre entre intellectuels des sciences humaines en général et pour favoriser la diffusion publique de leurs connaissances et de leurs expertises sur les problématiques sociales liées surtout au contextes sociologiques québécois et canadiens. N'y a t-il pas lieu de lier ce paradoxe à la crise actuelle de l'ACSALF? Mais pour l'essentiel y a t-il lieu également d'envisager une redéfinition de la mission de l'ACSALF?

Je crois que l'avenir et l'autonomisation de l'ACSALF reposent sur les fondements de son origine et évidemment sur l'originalité de sa mission. Face à la multiplication des réseaux internationaux scientifiques, elle doit devenir une plate-forme d'échanges pour la promotion de la sociologie locale. Les « chantiers sociologiques » ne doivent plus uniquement travailler à l'explication de l'effritement des institutions et à la perte des référents identitaires, ils doivent désormais s'activer à la description de fondements institutionnels en éclosion. Il s'agit d'un créneau important à retenir pour notre association puisque la société québécoise, par son originalité et

*suite de l'article de Jacques Beauchemin*

ment de modernisation de la société québécoise. Engagée dans l'éducation et pour l'indépendance nationale, la sociologie des révolutionnaires tranquilles prônait un socialisme à visage humain. Elle s'est logée dans les Cégeps, les universités et les bureaucraties devenues gigantesques, tant du côté de l'État que des grandes corporations (Caisse de dépôt, Mouvement Desjardins, maisons de sondage, etc.)

E) Associant dans les années 1970 la Révolution tranquille à la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie et du capitalisme d'État, l'école Marxiste a dénoncé la sociologie "bourgeoise" de l'après-guerre. Fidèle à une certaine sociologie critique et marxiste, les analyses empiriques seront centrées sur les classes sociales et l'histoire des conflits sociaux, reflétant ainsi la préoccupation dominante de l'époque. La participation des sociologues dans la société se mesure à leur implication dans une multitude de groupuscules ayant comme but principal de faire advenir la société sans classe. La faillite du capitalisme étant éminente, l'engagement envers les prolétaires et l'observation des classes sociales faisaient du métier de sociologue une explicitation des raisons de faire la révolution. Il faut cependant avouer qu'il devenait difficile de se trouver un emploi lorsque l'on veut subvertir l'ordre social.

F) Depuis le milieu des années 1980, la sociologie actuelle est dominée par l'École opérationnaliste. Ne partant ni d'une définition a priori de la société ni d'une unité de l'individu comme catégorie empirique, la pratique sociologique de cette école est orientée vers la résolution des problèmes sociaux. Plutôt fonctionnalistes et adoptant le langage systémique (il n'y a plus, dit-on, que des risques, des réseaux et des ressources inscrits dans différents environnements), les sociologues, devenus sociotechnologues de la nouvelle économie du savoir, participent à la restructuration des services sociaux en oeuvrant dans de multiples institutions gouvernementales et des firmes privées. Leur engagement est tourné vers l'établissement d'un système social cybernétique parfaitement adapté aux multiples environnements. Loin d'être neutre, cependant, comme certains l'ont dit en déclarant la fin des idéologies, cette sociologie est partout active, partout agissante, supportant l'idéologie de plus en

*suite et fin de l'article de Lucie Mercier*

ses dimensions géopolitique et démolinguistique, est à la fois un laboratoire unique en Amérique et peut servir de prototype pour l'étude de la modernisation ou post-modernisation des institutions sociales et pour l'observation de l'émergence de nouveaux modèles socioéconomiques, culturels, etc.

Tel que proposé par Daniel Mercure, cette orientation scientifique pourrait également s'arrimer au projet d'une organisation professionnelle axant ses services sur les liens entre professionnels de la discipline sociologique (professeurs, enseignants, chercheurs, fonctionnaires etc.) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'association. Ainsi redéfinie, l'ACSALF servirait de carrefour d'échanges sur les expériences d'analyses et de travaux de natures sociologiques et anthropologiques, et pourquoi pas sur les multiples expériences professionnelles de la sociologie et de l'anthro-

pologie en sols québécois et canadien. D'emblée notre association serait ainsi une « terreau » d'informations inédites permettant le retour aux analyses comparatives souhaitées entre autres par Guy Rocher et qu'elle pourrait « vendre » internationalement par l'intervention publique et médiatique dans les grands dossiers et débats touchant les mutations sociales.

Voilà quelques idées pour penser l'avenir de l'ACSALF et pour l'adapter à la réalité actuelle des associations professionnelles. Je crois que la direction que doit prendre cette association ne doit pas pour l'essentiel la détourner de sa mission originale. Mais c'est en saisissant que l'échec de l'offre mène à celui de la demande que l'on peut mesurer la crise actuelle qu'elle traverse.

Certes que les différents efforts toujours accomplis par certains membres du Conseil de l'association ainsi que la participation d'auteurs à des publications et com-

munications planifiées par notre association assurent pour l'instant une certaine pérennité de l'association. Mais le désintérêt est là. Un souffle nouveau est donc essentiel afin de contrer les problèmes qui se posent à l'ACSALF. Or, ces derniers ne sont pas uniquement d'ordre structurels mais aussi éthiques. A ce sujet, je termine mon intervention par la question suivante (que j'ai déjà posée lors de cette rencontre d'octobre dernier mais qui a malheureusement été l'objet d'une réponse trop brève) : comment expliquer le délaissement de l'ACSALF par les sociologues et les anthropologues des milieux universitaires, donc représentants d'un regroupement majeur d'institutions « phares » de la sociologie et de l'anthropologie francophones canadiennes et même nord-américaines? ▲

*suite de l'article de Jacques Beauchemin*

plus hégémonique de la mondialisation, du néolibéralisme et de l'idéologie technique.

Depuis 20 ans, conclue Warren, on a arrêté pas de répéter que la sociologie est plongée dans un marasme. Le "silence des intellectuels", la "liquéfaction de la vie départementale" ou la "crise des méthodes liée à l'éclatement des paradigmes" seraient autant de symptômes d'une crise généralisée des sciences sociales. Les axes de préoccupations professionnelle, épistémologique et sociale semblent pour le moins confus. La profession de sociologue est éclatée, la description se veut déglagée de tout a priori normatif et l'engagement social désigne désormais un problem-solving à court terme.

En effet, l'une des caractéristiques principales des transformations de la sociologie actuelle, c'est l'éclatement des lieux d'inscription et la diversité de la faune sociologique. Pour Warren, ceci n'est pas un mal - bien au contraire. Que les sociologues soient de plus en plus répartis dans les départements de consommation, d'éthique, de marketing, de communication, etc., qu'ils soient conscrits à répondre à des questions contemporaines aussi diverses et complexes que la mondialisation, la santé, la citoyenneté etc., cela est

non seulement dans l'ordre des choses mais cela nourrit la discussion sur des enjeux au sujet desquels les sociologues ne sauraient réclamer un monopole. La conséquence, c'est que les étudiants qui veulent "faire de la sociologie" se retrouvent bien souvent dans les départements de travail social, de travail communautaire, de journalisme, etc. Le titre générique de sociologue tend à s'effacer devant celui de coordinateur des relations publiques, de conseiller en prévention du suicide, d'expert des conflits ethniques ou de technicien de la géographie humaine.

Malgré un malaise ambiant au sein des sciences sociales, Warren persiste à croire que la sociologie franco-québécoise a devant elle un bel avenir radieux. Le nombre d'étudiants canadien ayant obtenu un diplôme de premier cycle en sociologie a augmenté de 74 % de 1987 à 1997. On dit que près de 25 postes de professeurs d'université vont s'ouvrir cette année en sociologie. Bien que "L'École opérationnaliste" demeure le paradigme dominant, les perspectives herméneutiques et critiques sont un peu partout remises à l'honneur.

Alors pourquoi un sentiment de crise? Pour Jean-Philippe Warren, la cause la plus évidente et la plus banale de la crise de la sociologie actuelle vient de n'avoir

pas avoir embauché davantage depuis 10 ans et de devoir ainsi s'appuyer sur des départements vieillissants et qui ont une moyenne d'âge de 55 ans. De plus, pour Warren, la vie départementale connaît une dépersonnalisation des rapports entre collègues (elle est devenue "une gare de triage" pour reprendre une expression de Falardeau). L'ancienne vie intellectuelle départementale a été remplacée par les réseaux et les groupes de recherche. À cela faut-il rajouter que les nouveaux professeurs, faisant face à des exigences de plus en plus élevées de la part de l'administration universitaire et n'ayant plus le temps nécessaire au mûrissement de leurs pensées, tendent plutôt à être des chercheurs, délaissant le côté pédagogique et engagé de leur métier?

Au-delà du malaise, Warren ne peut que s'enthousiasmer de ce que la sociologie du Québec francophone a produit des oeuvres d'une exceptionnelle richesse depuis cent ans. De Léon Gérin à Nicole Laurin et Marcel Rioux, en passant par Esdras Minville, Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont ou Michel Freitag, la sociologie québécoise francophone n'a cessé d'accompagner le développement de la société en ses multiples transformations et bouleversements. Elle sut démontrer ce faisant son incroy-

able vitalité et sa non moins grande rigueur.

### L'avenir de l'ACSALF : l'état des lieux

Chiffres à l'appui, Victor Armony a présenté les difficultés que traverse l'ACSALF comme le résultat d'une baisse du membership et, de manière plus générale, d'un affaiblissement de l'implication des membres au sein de l'association. À ce jour, le nombre de membres est de 239, alors que la survie financière nécessite un minimum de 300 membres. Si l'association n'est pas déficitaire actuellement, c'est parce qu'elle est bénéficiaire d'une réserve liée à l'organisation du congrès de mondial de sociologie de Montréal de 1998. Cette situation lui permettra de survivre pendant 2 ou 3 ans avant d'avoir de connaître de plus importants problèmes.

### Simon Langlois

Simon Langlois a précisé que la diminution des ressources financières n'est pas seulement causée par le déficit de membership, mais aussi par les coupures au niveau des subventions gouvernementales et institutionnelles. En plus d'essuyer la perte de la subvention du FCAR, l'ACSALF fait face à la possibilité de perdre la subvention venant du CRSH.

Un autre facteur important de la crise de l'association réside, selon lui, dans le fait que le colloque annuel de l'ACSALF se déroule dans le cadre du congrès de l'ACFAS. Bien que cette formule ait pour effet d'attirer de jeunes sociologues et anthropologues en début de carrière, on peut penser que l'un des effets négatifs de cette formule consiste en une perte de visibilité de nos disciplines. Simon Langlois fait remarquer que chaque année, plusieurs collègues sociologues et anthropologues organisent ou participent à nombre de colloques en marge de celui de l'ACSALF.

Pour tenter de pallier à ces problèmes, Simon Langlois a proposé d'explorer la possibilité de réorganiser des rencontres et des manifestations axées sur la sociologie et l'anthropologie dans un autre cadre que celui de l'ACFAS. Un colloque biannuel largement médiatisé assurerait sans doute une plus grande visibilité à nos disciplines et resserreraient les liens.

### Daniel Mercure

En sa qualité de président de l'Association internationale des sociologues de langue française, Daniel Mercure fait d'entrée de jeu une comparaison entre la situation dans laquelle se trouve l'ACSALF et celle des associations européennes de sociologie. Exposant les cas des associations belges, suisses et françaises, il a relevé l'importance de deux mesures qu'ont adoptées ces associations afin d'assurer leur survie. Dans un premier temps, les associations viables se sont internationalisées. Cette orientation a pour effet d'augmenter la visibilité des associations nationales. Daniel Mercure a, par ailleurs, noté que les jeunes semblent ainsi plus enclins à participer aux congrès internationaux, s'inscrivant ainsi dans un axe plus international que national. Sur un autre plan, d'autres associations ont assuré leur survie au niveau national en se structurant autour de groupes de recherche tout en gardant une structure autonome et polyvalente.

Ainsi, l'internationalisation et la création de liens avec des groupes de recherches constituent deux mesures qui pourraient être envisagées comme moyens de redynamiser l'ACSALF. Ajoutons, qu'à l'instar de Simon Langlois, Daniel Mercure préconise « l'autonomisation » de l'ACSALF par rapport à l'ACFAS. Il propose, par ailleurs, que le président de l'association se voit accordé un mandat de trois ans au lieu d'une seule année. Daniel Mercure estime enfin que l'ACSALF devrait définir son rôle plus clairement. Deux options sont possibles : faire de l'association une société savante axée sur le renforcement des liens avec les groupes de recherche ou faire de l'association une organisation professionnelle dont le rôle serait de soutenir les liens entre professionnels de la sociologie et de l'anthropologie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'association.

### Hélène Belleau

Reprenant quelques éléments de discussion déjà énoncés dans les deux commentaires précédant, Hélène Belleau (directrice scientifique du CHSLD CLSC Bordeaux-Cartierville) ouvre le débat sur une perspective plus large, mettant l'accent sur l'importance d'ouvrir l'ACSALF aux sociologues et anthropologues qui oeuvrent en dehors du milieu universitaire et collégial. La majorité des diplômés formés dans ces disciplines travaillent soit

comme chercheurs dans des institutions gouvernementales, dans des milieux de pratiques tels que les CLSC universitaires, dans les entreprises privées, soit dans des emplois variés qui sollicitent souvent leurs connaissances acquises au cours de leur formation tels que les journalistes, les chercheurs, etc. À ce chapitre, Hélène Belleau s'élève contre le discours dominant qui associe la recherche en dehors du milieu universitaire à une vision étroite de la recherche appliquée. Selon elle, la recherche quelle qu'elle soit, ne peut se passer des grandes théories comme l'ont expérimentés d'ailleurs plusieurs Centres de recherche implantés en milieu de pratique au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte, elle propose que l'ACSALF joue un rôle dans la diffusion des connaissances entre sociologues et anthropologues de tous les milieux mais aussi plus largement qu'elle assume un rôle de relais dans le transfert des connaissances scientifiques vers les instances politiques. En conclusion, devant les multiples problèmes auxquels l'ACSALF est confrontée, la question est de savoir si l'Association doit se saborder ou continuer. Si continuer semble la meilleure solution, l'ACSALF ne survivra qu'au prix d'une transformation majeure qui pourrait s'appuyer sur les modalités suivantes: élaboration d'une stratégie de développement de l'ACSALF sur un horizon de dix ans, recrutement de membres hors des milieux universitaire et collégial, modification de la durée et du mandat du président, tenu de colloques en dehors de l'ACFAS, activités scientifiques favorisant de véritables débats et échanges (et non seulement la présentation de résultats de recherche), etc.

### Synthèse

Suite à cette discussion, Jacques Beauchemin fait une courte synthèse récapitulant l'ensemble des diverses propositions. Premièrement, il relève un consensus évident concernant l'autonomie de l'ACSALF, par rapport à l'ACFAS, comme moyen d'atteindre une plus grande visibilité et pour permettre une meilleure intégration des collègues de niveau collégial. Deuxièmement, les membres doivent réfléchir sur la possibilité de faire des colloques sur une base biannuelle. Troisièmement, l'association doit aller chercher des sociologues qui ne sont ni dans les universités ni au niveau collégial. Enfin, les membres présents estiment qu'il

est nécessaire de doter la présidence d'un mandat à plus long terme.

Dernière séance – l'Avenir du métier de sociologue et d'anthropologue

### Le métier de sociologue.

Guy Rocher nous fait part des facteurs qui, selon lui, ont influencé l'évolution du métier de sociologue au Québec.

Le premier facteur est l'ouverture du marché de l'emploi au métier de sociologue. Au début des années 50, le seul emploi auquel le sociologue pouvait accéder était celui de professeur d'université. Cependant, l'introduction progressive des sciences sociales dans les collèges classiques ouvrit la porte à la diffusion et à la reconnaissance de la discipline sociologique. Cette expansion du métier se prolonge au cours des années 60 avec la création du réseau des Universités du Québec et du réseau collégial. Tranquillement, le sociologue fit son entrée dans la fonction publique. Dans les années 70, le développement de la recherche dans et hors de l'université ainsi que dans et hors de la fonction publique créa une ouverture du marché de l'emploi. Ce n'est qu'à cette date que l'on peut parler réellement de la reconnaissance du métier de sociologue.

Cette institutionnalisation et accréditation du métier de sociologue sont le prélude à la multiplication des disciplines relevant des sciences sociales. Souvent développées à partir de la sociologie, la montée des disciplines sœurs telles que la science politique, l'anthropologie ou la criminologie est venue confirmer l'importance du discours des sciences sociales dans la société.

Bien établie, la culture sociologique se dissémina considérablement sur la scène publique, les médias et la population. Les concepts utilisés en sociologie devinrent d'usage courant, effaçant même le sociologue du devant de la scène. De nos jours, estime Guy Rocher, « nous ne sommes plus sur la place publique mais nos idées le sont ».

Cependant, cette expansion de la sociologie et de son langage contribua à l'éclatement de la discipline, faisant alors du métier de sociologue une pluralité de professions. Cette fragmentation engendra

un nouveau problème, celui de la création de nouvelles barrières entre les différents niveaux dont les plus visibles sont les fossés entre l'université et les collèges et les clivages entre chercheurs. Pour Guy Rocher, la culture professionnelle de la sociologie doit dorénavant être pensée de façon à ce que l'on puisse reconstruire des liens entre les disciplines et reprendre contact avec des chercheurs non-universitaires.

### Les perspectives d'avenir

En conclusion, Guy Rocher a fait part de quelques correctifs qui devraient être appliqués afin de pallier la crise du métier de sociologue. Pour commencer, les sociologues devraient se pencher sur les lins qu'entretient la sociologie aux transformations actuelles de la société. La sociologie aurait été, en effet, peu sensible aux profondes transformations qu'ont subies nos sociétés depuis la révolution tranquille. Pour illustrer ce propos, Guy Rocher évoque la quasi-disparition de la sociologie de la famille, de la sociologie des professions, de la sociologie urbaine ou encore de la sociologie du droit. Ensuite, nous rappelant que la sociologie franco-québécoise fut de tout temps une sociologie locale, il s'interroge sur la possible ouverture à l'international. Cet élargissement de la vision sociologique devrait se réaliser en parallèle à un retour aux analyses comparatives, ce qui permettrait de retrouver une certaine rigueur. De même, Guy Rocher préconise l'ouverture vers la pluridisciplinarité accompagnée d'un retour critique de la sociologie par la sociologie. En définitive, la sociologie actuelle doit mettre fin au clivage évoqué plus tôt qui contribuerait à l'affaiblissement de la discipline.

### Le métier d'anthropologue

Anthropologue émérite, Gilles Bibeau nous fait part de ses réflexions concernant l'évolution récente de la discipline. La révolution Tranquille a provoqué la consolidation, et l'institutionnalisation du domaine des arts comme la littérature, la musique, la danse etc. Participant à cette effervescence culturelle, les sciences sociales gagnèrent en visibilité et des disciplines comme l'anthropologie ou la sociologie se retrouvèrent sur la scène publique, participant à la réflexion critique dans laquelle était engagé le Québec de l'époque. Mais, il y a parfois lieu de se demander s'il y a encore de la place pour la critique sociale

au Québec. L'étiollement de la réflexion critique n'a pas été sans effets sur l'anthropologie. Auparavant sur l'avant-scène, celle-ci semble avoir vu s'éroder son rôle de conscience sociale pour être de plus en plus perçue comme la science de la culture des autres, « une science des cartes », alors que les anthropologues sont devenus des conteurs « d'histoires étrangères » très pittoresques.

Par ailleurs, la réorganisation de la recherche et l'accentuation du financement vers des groupes stratégiques extrêmement vastes viennent nuire à cette discipline. La recherche fondamentale n'est plus considérée comme nécessaire, l'anthropologie est reléguée à la recherche appliquée délaissant ainsi sa vocation première d'exploration du « vivre-ensemble ».

Ceci dit, la popularité de l'anthropologie est en hausse fulgurante. À l'Université de Montréal, le nombre d'inscription a atteint cette année le nombre de 400. Pourquoi ce soudain engouement chez les jeunes pour une discipline pourtant jugée dépassée? Gilles Bibeau estime que pendant longtemps, l'anthropologie était perçue comme la science de soi. De nos jours, elle est vue comme la science de l'Autre. Cette ouverture à l'Autre séduisant les jeunes, ceux-ci auraient alors tendance à aller s'inscrire dans le registre des études internationales et autres types d'analyses des grands aires culturelles. Ensuite, les jeunes ont l'impression de vivre dans une société normée, une société de l'ordre qui bride l'imagination. Face à ce constat, Gilles Bibeau se demande si l'anthropologie n'est pas devenue un lieu de contestation de cette normalisation. Devant la perte des référents culturels unitaires, les jeunes ont besoin de réponse concernant leur société. La recherche de ce qui est humain dans l'Homme viendrait combler ce manque. Enfin, la question de l'identité nationale se pose différemment chez les jeunes. L'anthropologie serait-elle une science permettant à notre société de retrouver ses racines?

Au-delà de cette attirance pour « l'Autre » et pour l'exotisme qui lui est associé, Gilles Bibeau considère essentiel que l'anthropologie retrouve sa place dans les débats sur la société. ▲

## Adhésion / renouvellement 2003

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse (résidence ou bureau): \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Province : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_

Tél. (bur.) : ( ) \_\_\_\_\_ Tél. (rés.) : ( ) \_\_\_\_\_ Téléc. : ( ) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_ Employeur : \_\_\_\_\_

SEXE : Féminin  Masculin  DISCIPLINE : Anthropologie  Sociologie  Autre **STATUT**

|                      |                          |                   |                          |             |                          |             |                          |
|----------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|-------------|--------------------------|-------------|--------------------------|
| administrateur-trice | <input type="checkbox"/> | chargé-e de cours | <input type="checkbox"/> | chercheur-e | <input type="checkbox"/> | étudiant-e  | <input type="checkbox"/> |
| professeur-e         | <input type="checkbox"/> | professionnel-le  | <input type="checkbox"/> | retraité-e  | <input type="checkbox"/> | sans emploi | <input type="checkbox"/> |

**CHAMPS D'INTÉRÊT** (domaines ou aires de recherche)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**COTISATION 2003**

Pour devenir membre de l'ACSALF, il suffit de s'acquitter de la cotisation (25\$ ou 55\$, selon le cas). Les membres peuvent aussi bénéficier du tarif réduit des revues offertes s'ils le désirent.

| <b>Abonnement</b>                  | <b>Étudiant-e* et sans emploi (25\$ + ...)</b> | <b>Régulier (55\$ + ...)</b>     |
|------------------------------------|--|----------------------------------|
| Anthropologie et sociétés          | 20,00\$ <input type="checkbox"/>               | 32,00\$ <input type="checkbox"/> |
| Cahiers de recherche sociologique  | 16,00\$ <input type="checkbox"/>               | 22,00\$ <input type="checkbox"/> |
| Recherches Amérindiennes au Québec | 33,00\$ <input type="checkbox"/>               | 36,00\$ <input type="checkbox"/> |
| Recherches sociographiques         | 24,00\$ <input type="checkbox"/>               | 34,00\$ <input type="checkbox"/> |
| Sociologie et sociétés             | 24,00\$ <input type="checkbox"/>               | 32,00\$ <input type="checkbox"/> |
| <b>TOTAL :</b>                     | 25,00\$ + _____ = _____                        | 55,00\$ + _____ = _____          |
| <b>TOTAL :</b>                     | 25,00\$ (sans revue) = 25,00 \$                | 55,00\$ (sans revue) = 50,00\$   |

\* Joindre une photocopie de votre carte d'étudiant-e.

**Mode de paiement** carte de crédit (Visa  MC ) No de carte : \_\_\_\_\_ exp. : \_\_\_\_\_ chèque ci-joint (libellé à l'ordre de ACSALF) Signature : \_\_\_\_\_**Merci de remplir ce formulaire et d'en transmettre une copie à une ou un collègue.**

**Retourner à :** ACSALF, 3465 rue Durocher, bur. 407, Montréal QC H2X 2C6  
 Tél. : (514) 499-4020 • Courriel : acsalf@inrs-uqs.quebec.ca • Site web : www.acsalf.ca